

De la politique linguistique institutionnelle à celles  
implicites des usagers en contexte francophone.  
Quelles relations? L'exemple de Madagascar

**Vololona Randriamarotsimba**  
Ecole Normale Supérieure  
Université d'Antananarivo – Madagascar



**Résumé :** *Le présent article s'intéresse à la gestion du plurilinguisme malgache. Il tente par une perspective écologique d'identifier les cohérences ou les ruptures entre les récentes politiques linguistiques de l'Etat et celles implicites des locuteurs malgaches.*

*Madagascar n'a jamais manqué de politiques linguistiques. C'est dans leur mise en œuvre que le bât blesse, empêchant les jeunes malgaches, numériquement majoritaires dans le pays, de réellement tirer profit du plurilinguisme ambiant. D'avril 2007 à novembre 2010, par exemple, un trilinguisme institutionnel octroie à l'anglais le statut de langue officielle au même titre que le malgache et le français. Il s'agit d'un choix géopolitique nullement fondé sur le nombre dérisoire de Malgaches anglophones.*

*Une telle gestion de langues, au lieu de résoudre les tensions jalonnant le plurilinguisme malgache, les exacerbe et tend à rendre pérenne la diglossie enchâssée, variétés régionales/malgache/français/anglais.*

*Comment donc la jeunesse, numériquement majoritaire dans le pays, vit-elle ce plurilinguisme problématique ?*

*Ce travail tente d'y répondre à travers la description respective des trois dernières politiques linguistiques du pays, d'usages de langues et de représentations linguistiques de jeunes témoins urbains et ruraux, et des pratiques langagières de jeunes promoteurs radiophoniques du rap à Antananarivo.*

**Mots-clés :** *doxa linguistique, trilinguisme, langue de prestige, langue d'apartheid, langue de partenariat*

**Zusammenfassung :** *Dieser Artikel behandelt den Umgang mit der Mehrsprachigkeit, wie er in Madagaskar gepflegt wird. Ausgehend von einer sprachökologischen Perspektive versucht er die Zusammenhänge und die Brüche in der jüngsten staatlichen Sprachenpolitik aufzuzeigen wie auch die impliziten Akte der Sprachenpolitik bei den einzelnen Sprechern im Land.*

*Madagaskar hat eine reiche Vergangenheit in der Sprachenpolitik. Das Problem liegt dann aber in deren Umsetzung und oft werden die jungen Madagassen daran*

*gehindert, von der sie umgebenden Mehrsprachigkeit zu profitieren, obwohl sie die demografische Mehrheit darstellen. So wurde zum Beispiel von April 2007 bis November 2010 durch einen institutionellen Trilinguismus dem Englischen der Status einer Amtssprache verliehen, genau wie dem Madagassischen und dem Französischen. Dies ist eine geopolitische Entscheidung, welche keine Grundlage in der madagassischen Bevölkerung hat, von der nur sehr wenige Menschen englischsprachig sind.*

*Eine Sprachenpolitik dieser Art löst die Spannungen in der madagassischen Mehrsprachigkeit keinesfalls, sie läuft sogar eher Gefahr, die „verschachtelte Diglossie“ mit der Reihe regionale Varianten/Madagassisch/Französisch/Englisch weiter fest zu zementieren.*

*Der vorliegende Artikel versucht, durch die Beschreibung der letzten drei Initiativen in der nationalen Sprachenpolitik sowie der des Sprachgebrauchs und der sprachlichen Repräsentationen von jungen Sprechern im städtischen und ländlichen Bereich auf diese Frage zu antworten. Besonderes Interesse verdient dabei die Sprachpraxis der jugendlichen Rapper, welche durch die Radiosender der Hauptstadt verbreitet wird.*

**Schlüsselwörter :** *Linguistische Doxa, Dreisprachigkeit, Prestigesprache, Apartheidssprache, Partnerschaftssprache*

**Abstract :** *This article deals with the management of the Malagasy plurilingualism. It is an attempt using an ecological perspective to identify coherence or discrepancies between the State recent linguistic policies and the implicit policies of the Malagasy speakers.*

*Madagascar has always had its linguistic policies. It is the implementation which is defective, which puts in jeopardy the young Malagasy's -numerically in majority- chance to gain anything from the ambient plurilingualism. From April 2007 to November 2010, for instance, an institutionalized trilingualism conferred the status of official language on the English language in the same way as Malagasy and French. It is a geopolitical choice not at all based on the insignificant number of English-speaking Malagasy.*

*Such a way of managing languages, instead of solving the existing linguistic tensions, worsens them and makes perennial the embedded regional varieties/ Malagasy/French/English diglossia.*

*How do the Malagasy youth, numerically in majority, cope with this problematic plurilingualism?*

*This work is an attempt to respond to this question through the description of the last three linguistic policies of the State, the description of the language usage, the description of the linguistic representations of some urban and rural witnesses, and the description of the rap language promoted by some young people on the radio.*

**Key words :** *linguistic doxa, trilingualism, prestige language, apartheid language, partnership language*

Cet article décrit le plurilinguisme malgache et sa gestion. Il vise à identifier la cohérence ou la rupture entre les politiques linguistiques explicites des autorités et celles implicites des locuteurs adolescents et jeunes malgaches.

Ile située dans l'Océan Indien, Madagascar est aussi grande que la France et la Belgique réunies avec une superficie de 584 040 km<sup>2</sup>. Les statistiques de la Banque Mondiale estiment le nombre des Malgaches à 20 718 819 en 2010<sup>1</sup>, dont les moins de 14 ans représentent 44,8% de la population.<sup>2</sup> Par ailleurs, la majorité de la population malgache est rurale avec un taux de 70% contre 30% d'urbains.<sup>3</sup>

Madagascar a toujours été un pays plurilingue. Selon les travaux du Centre de recherche en Linguistique (CRL) que je dirige, le plurilinguisme malgache est majoritairement urbain (Calvet, 1994). Y contribuent la couverture assez étendue des chaînes radiophoniques et télévisuelles du pays ainsi que le développement de la téléphonie mobile. Néanmoins, le plurilinguisme malgache est l'objet de tensions de d'ordres divers, rendant problématique sa gestion. La situation sociolinguistique malgache actuelle s'apparente à une diglossie enchâssée variétés régionales/malgache/français/anglais où s'imbriquent trois diglossies. La première, endogène, émane du travail de codification des missionnaires du London Missionary Society au XIXe valorisant le malgache officiel au détriment de ses variétés régionales, à l'origine de tensions encore tenaces à ce jour malgré l'unicité de la langue malgache facilitant l'intercompréhension entre les Malgaches. La deuxième, de contact, oppose le malgache au français, suite à la colonisation du pays par la France. La troisième, exogène, confronte le malgache à l'opposition français-anglais charriée dans le contexte malgache par la mondialisation. Elle correspond en effet au versant linguistique de la tension géopolitique entre la France et les Etats-Unis dans le pays.

Pour gérer ce plurilinguisme problématique, Madagascar n'a jamais manqué de politiques linguistiques (Bavoux 1996), c'est plutôt au niveau de leur mise en œuvre que le bât blesse, empêchant les Malgaches, notamment les jeunes, numériquement majoritaires dans le pays, de tirer profit du plurilinguisme ambiant. En effet, le pays change de politique linguistique au gré de changement d'équipe dirigeante qui accède en général au pouvoir sur fond de crise socio-politique, sporadique dans le pays. Le poids de l'idéologie sur les langues en contact serait à l'origine de ce changement fréquent de politique linguistique. Et de mon point de vue, celles malgaches ne sont ni « in vitro » ni « in vivo » (Calvet 1996) mais plutôt « doxiques » car fondées sur la « doxa linguistique » ou croyances de la communauté linguistique, dirigeants comme simples locuteurs sur les langues en présence. Celles-ci émanent soit d'un nationalisme exacerbé dans le cas de la malgachisation de 1975, soit de conflit géopolitique dans le cas du trilinguisme institutionnel de 2004 ou du quasi-pérenne bilinguisme malgache-français. Ce travail se demande donc comment les adolescents et

les jeunes malgaches numériquement majoritaires dans le pays vivent-ils ce plurilinguisme problématique. Je vais tenter d’y répondre en termes socio-linguistiques en m’appuyant sur une double description. Celle macro-socio-linguistique des trois dernières politiques linguistiques institutionnelles du pays, et celle micro-sociolinguistique sur les rapports aux langues de témoins adolescents et jeunes.

## **1. Madagascar et ses récentes politiques linguistiques institutionnelles**

La présente partie va décrire les trois dernières politiques linguistiques institutionnelles explicites de Madagascar ainsi que les lois d’orientation du système éducatif correspondantes.

### **1.1 Le retour au français ou « gallicisation » de 1992/1998**

La « gallicisation » (Clignet et Ernst 1995) est définie par la Constitution du 18 septembre 1992, amendée en 1998. Elle émane de la profonde désillusion des Malgaches face à l’échec de la malgachisation faute d’un aménagement linguistique adéquat. Ces derniers en déduisent à ‘l’incapacité’ de leur langue à devenir une langue d’enseignement à part entière. Le Forum national érigé lors des mouvements socio-politiques de 1991, constitué par les Forces vives de la Nation, recommande fermement le retour au français pour deux raisons précises. La première consiste à éviter de faire du français une source de stratification sociale. La seconde se fonde sur l’illusion des Malgaches en général et des participants du Forum en particulier à croire que le choix du français dans l’éducation suffisait pour résoudre tous les maux de l’éducation nationale malgache de l’époque, gangrénée par une démocratisation non contrôlée et par une formation bâclée voire inexistante des enseignants. Si l’on assiste à la mise en œuvre d’actions de réhabilitation du français dans l’éducation telles que le renforcement des enseignants du primaire en français, la mise à niveau en français des étudiants de l’Université de Madagascar, les lois censées officialiser le retour au français demeurent en revanche évasives au regard de la Constitution du 19 avril 1992, amendée par la Loi constitutionnelle n°98-01 du 08 avril 1998 ainsi que la Loi n°94 033 du 13 mars 1995 portant sur l’Orientation générale du Système d’Éducation et de Formation à Madagascar. Tirant les leçons de l’échec de la malgachisation, les dirigeants de l’époque adoptent ce discours flou par crainte de se contredire par la suite.

Le pouvoir politique ayant conçu la Constitution de 2007-01 du 27 avril 2007 a plutôt choisi d’explicitier ses choix linguistiques en installant à Madagascar un trilinguisme institutionnel.

## **1.2 Le trilinguisme institutionnel de la Constitution 2007-01**

Décrété dans un contexte de mondialisation, le trilinguisme institutionnel manifeste la volonté du pouvoir politique de l'époque, d'appartenir au monde anglophone. Il a été mis en place par une équipe dirigeante jeune et anglophone, formée dans sa majorité aux USA et au Canada. Celle-ci a renversé du pouvoir une élite francophone vieillissante, accusée d'avoir menée à la ruine l'économie du pays. Cautonnée par une population acquise au pragmatisme américain, perçu comme étant à l'origine de la réussite sociale du leader politique de l'époque, cette jeune élite émergente a commencé dès son arrivée au pouvoir à installer progressivement et de diverses manières l'anglais à Madagascar. Arguant la mondialisation, elle a par exemple placardé la façade de chaque Ministère par un panneau trilingue malgache-français-anglais. Elle a par la suite fait adhérer le pays à des organisations économiques anglophones de la région comme la Southern African Development Community (SADC) et la Common Market of Eastern and Southern Africa (COMESA). Ce choix a été appuyé par les médias. L'on assiste par exemple à des émissions radiophoniques ou télévisuelles en anglais ou des articles rédigés en anglais de la presse écrite.

Si, la loi du 2004-004 du 26 juillet 2004, portant sur l'orientation générale du Système d'Éducation, d'Enseignement et de Formation à Madagascar, n'exprime pas encore clairement la valorisation de l'anglais dans l'éducation, la Constitution de 2007-01 votée à 75,33% validée par la Haute Cour Constitutionnelle (HCC) le 27 avril 2007 donne à l'anglais le statut de langue officielle au même titre que le malgache et le français. Madagascar est donc devenu un pays trilingue et ce, malgré le nombre dérisoire de Malgaches anglophones. Pour rendre l'éducation conforme à ce choix, l'équipe dirigeante a procédé en 2007 à la réforme de l'éducation nationale où l'on enseigne tant bien que mal l'anglais dans les 20 Circonscriptions scolaires (CISCO) pilotes.

La chute du pouvoir des promoteurs de l'anglais a signé la fin de l'aventure anglophone du pays qui n'a duré que trois courtes années. La nouvelle équipe en place s'est dépêchée de réinstaurer l'éternel bilinguisme malgache-français dans le pays.

## **1.3 Le bilinguisme malgache-français du 11 décembre 2010**

L'actuelle politique linguistique du pays remet à l'ordre du jour un bilinguisme quasiment pérenne dans le pays depuis la colonisation à ce jour. Elle fait du malgache et du français les langues officielles du pays. Elle est inscrite dans la nouvelle Constitution de la VI<sup>e</sup> République malgache depuis le 11 décembre 2010. Celle-ci a été votée par voie référendaire à 74,19% et avec un taux de participation de 52,61% et ce, sur fond de crise socio-politique ayant secoué le pays depuis la deuxième moitié de janvier 2009 à ce jour. La pérennité de cette crise semble provenir de la situation géographique stratégique de Madagascar

ainsi que de la richesse de son sous-sol. Madagascar se trouve malgré lui au centre d'un conflit géopolitique entre le monde francophone et anglophone, éludant si l'on n'y prenait pas garde, la présence économique discrète mais tentaculaire de la Chine dans le pays. Le versant linguistique de celle-ci mérite à mon sens d'être observé avec vigilance bien qu'il ne se traduise pour l'heure que par l'installation, à l'Université d'Antananarivo, du Centre Confucius dispensant gratuitement des cours de mandarin aux étudiants malgaches.

Encore une fois, la volonté des dirigeants actuels à réaffirmer l'appartenance linguistique du pays à la francophonie ne s'est appuyée ni sur la demande sociale, ni sur des travaux sociolinguistiques. Elle n'a pas en outre tenu compte du nombre dérisoire de Malgaches francophones partiels dont le taux ne s'élève qu'à 15% de la population soit 3 021 900 selon les estimations de 2010 de l'Observatoire de la langue française.<sup>4</sup> Or, le français est présent dans le pays depuis plus d'un siècle. Les résultats du PASEC VII et VIII<sup>5</sup> sur le niveau en français des enseignants et élèves malgaches confortent ce taux et laisse perplexe face à la pérennisation du statut de langue d'enseignement du français dans le pays alors que le taux d'enseignants du primaire utilisateurs indépendants du français ne s'élève qu'à 18% soit environ 45 sur les 249 ayant passé le test de niveau, et surtout quand la proportion d'élèves francophones sous le toit familial ne s'élève qu'à 300 sur les 4282 questionnés soit 07% contre 94,3% au Gabon ou 31% au Cameroun.

Ces politiques linguistiques malgaches et leur traduction éducative (cf. politiques linguistiques éducatives qui correspondent à la traduction éducative des politiques linguistiques institutionnelles) sont en rupture avec le contexte plurilingue ambiant. Elles cantonnent le pays dans un monolinguisme valorisant soit le français soit l'anglais au détriment du malgache sans véritablement l'engager dans une perspective plurilingue.

Dans l'optique de mieux diffuser le français dans l'éducation, le Ministère de l'Education Nationale (MEN) a sollicité pour la première fois la collaboration de chercheurs en faisant appel à l'équipe du CRL. Il s'agit d'élaborer le Cadre logique du Renforcement du français dans le système éducatif malgache. La partie suivante présente dans la troisième enquête, les résultats partiels du travail de documentation et d'analyse du premier axe<sup>6</sup> du projet, portant sur une analyse sociolinguistique du contexte malgache. Ce projet est en cours et est appuyé par l'Agence Française de Développement (AFD).

## **2. La perspective des locuteurs**

Observer les locuteurs dans leurs rapports aux langues consiste à répondre en termes ethno-sociolinguistiques au fameux questionnement de Fishman (1971) *Qui parle quelle variété de langue, quand, à propos de quoi et avec quels interlocuteurs ?* Auquel Calvet (2005) adjoint *Où, pourquoi, comment, et alors ?*

Ce travail ne prétend ni à l'exhaustivité ni à la représentativité des témoins identifiés. Il a néanmoins porté sur des terrains aussi bien urbains pour les deux premières enquêtes (E1 et E2) que ruraux pour la troisième (E3). Ceux-ci sont situés sur les cinq axes principaux de l'île. La partie présentée décrit les résultats partiels de trois enquêtes sociolinguistiques menées dans le cadre de trois projets de recherche du CRL sur les usages des langues et les représentations linguistiques d'élèves, de collégiens et de lycéens âgés entre moins de 14 ans et plus de 19 ans et dont le nombre respectif s'élève à 35 pour E1, 30 pour E2 et 58 pour E3.

## 2.1 Témoins adolescents et jeunes : quel plurilinguisme ?

Tous les témoins déclarent évoluer dans un contexte plurilingue et se définissent par ce fait comme étant plurilingues. Leur plurilinguisme varie cependant selon les enquêtes effectuées.

Les pratiques langagières bi- et plurilingues intégrant le français et/ou l'anglais, tout comme le français et l'anglais peinent par exemple à intégrer le toit familial et le milieu amical des témoins, dominés par le malgache officiel (M) dans E1 et E2, et par les variétés régionales (V) dans E3. Si dans E1, 19 témoins sur 35 et dans E2 17 témoins sur 30 déclarent parler M sous le toit familial, dans E3 en revanche, en moyenne, 40 témoins sur 54 y pratiquent V contre 26 pour M. Néanmoins, 12 témoins sur 30 déclarent y être bilingues MF dans E2, et ce sous l'influence d'une politique linguistique familiale valorisant soit MF soit le français.

Hors du toit familial, la domination respective de M en milieu urbain et V en milieu rural se maintient. En revanche, des témoins de E3 préfèrent parler en M plutôt qu'en V dans des contextes plus officiels comme les établissements scolaires, comme pour parler aux enseignants (20 témoins sur 51) ou aux administratifs (29 témoins sur 42), pour lire (16 témoins sur 49), et pour écrire (30 témoins sur 49). Ces témoins semblent conférer à M le statut de langue véhiculaire et à V celui de vernaculaire. Si hors du toit familial, les usages du français sont minimes et ceux de l'anglais inexistant, quelques témoins se déclarent bilingues malgache-français (MF), en particulier dans le domaine éducatif (14 sur 46 dans E2 et 14 sur 98 dans E3) et dans celui médiatique (16 témoins sur 30 dans E2). Les locuteurs du français et de la pratique bilingue MF sont issus de familles assez aisées dont les moyens financiers favorisent une politique linguistique de valorisation de ces langues, considérées comme prestigieuses.

Dans l'ensemble, les témoins urbains semblent minoriser V dans leurs usages, alors que les ruraux les valorisent. Mais cette valorisation n'est pas déductible de l'opposition urbains/ruraux mais plutôt de la nature des régions des lieux d'enquête. En effet, E1 et E2 ont été essentiellement effectuées à Antananarivo, la capitale et ses environs, la région la plus plurilingue du pays où M est la variété du malgache la plus utilisée, et E3, dans les autres régions, lieux d'usages de V.

Les usages élevés de M ou de V résultent des difficultés des témoins à mobiliser les pratiques bi- et plurilingues évoluant dans leur contexte. En outre, les usages peu élevés de la pratique bilingue MF se cantonnent au milieu éducatif. Par ailleurs, les témoins pratiquent à peine F dans les trois enquêtes et les usages de A s'avèrent inexistantes. Il s'agit donc d'un plurilinguisme tronqué car limité et à taux réduits. Une rupture s'instaure de ce fait entre le bilinguisme institutionnel actuel valorisant M et F et les usages de langues des témoins plutôt dominés par M ou V. Une telle situation résulte conjointement de l'instabilité de la gestion du plurilinguisme malgache et de l'insuffisance voire parfois de l'inexistence de sa mise en œuvre. Dans la partie suivante nous allons essayer d'identifier les représentations linguistiques qui sous-tendent ce plurilinguisme restreint.

## **2.2 Les représentations linguistiques des témoins**

Selon Calvet (1999), « les représentations déterminent les pratiques et ont une influence sur les réalités ». Elles rétroagissent de ce fait non seulement sur les usages de langues des locuteurs mais également sur le contexte sociolinguistique dans lequel ces derniers évoluent. La présente partie va tenter, par une perspective écologique, de décrire ce phénomène dynamique pour le contexte malgache.

Apparemment, leurs usages élevés de M dans E1 et E2, et V dans E3, constatés dans la partie précédente, n'empêchent pas les témoins de les exclure, en particulier V, des sphères prestigieuses comme l'éducation et le milieu professionnel et ce, au profit de F et de A et des pratiques bi- et plurilingues les intégrant. Les témoins de E1 hiérarchisent par exemple, leurs choix de langues d'enseignement. Ils concèdent le primaire à M (16 témoins sur 34 contre 8 pour F, 8 pour F, et 8 pour MF) pour réserver le collège, le lycée, et l'université à F et à moindre proportion à MF (41 témoins sur 102 pour F et 22 pour MF contre 17 pour M). Ceux de E2 considèrent comme prestigieux respectivement F en milieu éducatif (13 témoins sur 26, suivi de près par l'anglais (A) avec 8 témoins contre 3 pour FA, et 0 pour M et MF), M en milieu social (13 témoins sur 30 contre 7 pour A, 4 pour MF et 3 pour F et FA), A en milieu professionnel avec un score de 11 témoins sur 28 suivi de près par FA à 10 témoins contre 4 pour F et 1 pour M et MFA. Trois remarques émanent de ces scores. La première est que A est, dans E2, en passe de détrôner F dans l'éducation, son lieu de prédilection. La deuxième est que M demeure prestigieux dans le domaine social. Et la troisième est que A et FA dominent dans le milieu professionnel au détriment de F, de MF et de MFA. Dans E3, F domine aussi bien dans les choix de langue d'enseignement des témoins, répartis entre F (21 témoins sur 49) et MF (14 témoins) que dans les langues considérées comme prestigieuses dans le domaine de l'éducation (35 témoins sur 53) que dans le milieu professionnel (31 témoins). Les témoins ruraux semblent donc préférer un enseignement soit monolingue F soit bilingue MF contre celui monolingue soit F soit A pour les urbains. Ils pensent néanmoins que les enfants malgaches devraient actuellement maîtriser non seulement F

(13 témoins sur 47) mais aussi et surtout FA (14 témoins) et MFA (12 témoins). En matière de langues à maîtriser et celles censées être maîtrisées, les avis des ruraux sont contradictoires. En effet, peu de témoins estiment qu'ils maîtrisent V (1 témoin sur 42) et M (10 témoins) alors qu'ils en font des usages élevés. En outre, 27 témoins sur 54 souhaitent maîtriser F, alors que 21 sur 42 estiment déjà le maîtriser. Le constat des enquêteurs sur les difficultés notoires des témoins de E3 pour parler en F contredit une telle réponse. Par ailleurs, un groupe de 16 témoins sur 54 aspirent à devenir bilingues FA.

Les usages élevés de M des urbains et de V des ruraux résultent des difficultés de ces derniers à pratiquer les langues qu'ils considèrent comme prestigieuses. Les témoins semblent être tiraillés entre le constat de ces difficultés et leur conscience du prestige de ces langues donc de la nécessité de les pratiquer en vue d'une réussite conjointe sur le plan éducatif, social et professionnel. Il en résulte un clivage entre les usages de langues des témoins et leurs représentations linguistiques. Ce phénomène évolue en boucle paradoxale en ce sens qu'il provient conjointement de la diglossie enchâssée V/M/F/A et des difficultés de sa gestion mais en même temps il contribue à les pérenniser.

A l'inverse des témoins présentés, les promoteurs du rap sont loin d'être diglottes.

### 2.3 Le *We code* des promoteurs du rap

Tout en évoluant dans le même contexte plurilingue problématique, le plurilinguisme des jeunes promoteurs radiophoniques du rap à Antananarivo semble plutôt s'affranchir de la diglossie ambiante et ce, au regard de leur *we code*, constitué d'apports linguistiques hétérogènes (Randriamarotsimba, dans Ledegen, dir. 2007). Celui-ci intègre en son sein des éléments respectifs d'emprunts au français et à l'anglais, de l'alternance codique fran-gasy, des parlers des jeunes d'Antananarivo, du jargon du rap, des variétés régionales, du merina<sup>7</sup> soutenu. Les éléments des emprunts, en nombre élevés comparés à ceux du fran-gasy, se malgachisent par troncation, suffixation et affixation, par exemple *fopla* (faux), *kof* ou *kofboay* (cowboy), *reventsika* (de rêver mais signifie « apprécions »). L'ensemble s'intègre dans la syntaxe du merina oral et donne au discours une tonalité bien malgache, jonché d'interjections ou de mots spécifiques au rap comme *yoyoyo*, *big up*, *peace*. Les locuteurs puisent donc sans complexe les éléments de leurs parlers dans des sources diversifiées du plurilinguisme malgache sans pour autant chercher à les hiérarchiser comme le font les diglottes. En outre, Tax, le présentateur fétiche de l'émission radiophonique Atomik intervient parfaitement en français face à des invités étrangers. Apparemment, la perspective interculturelle des adeptes du rap amène ces derniers à considérer les langues en contact sur un même pied d'égalité.

## Conclusion

Les changements fréquents de politique linguistique gérant le plurilinguisme malgache ainsi que ceux des lois d'orientation les appliquant dans l'éducation pérennisent la diglossie enchâssée V/M/F/A du contexte au lieu de la résoudre. Ils instaurent un clivage entre les usages de langue des témoins identifiés et leurs représentations linguistiques. La situation est d'autant plus critique dans le domaine éducatif où les élèves sont victimes des revirements des politiques linguistiques successives, peu regardant des besoins en langues et des rapports aux langues des Malgaches. Ces derniers en arrivent dans leur majorité à minoriser leur propre langue au profit des langues monolingues autres que le malgache et celles bi- ou plurilingues qu'ils peinent pourtant à maîtriser. Tel n'est pas le cas des promoteurs radiophoniques du rap. Libérés de la diglossie ambiante et du bilinguisme institutionnel grâce apparemment à l'appropriation de la culture de l'autre, ces derniers placent les langues mobilisées sur le même pied d'égalité dans leurs parlars.

En fait, la problématique du français et de l'anglais dans le pays réside respectivement dans l'inégalité entre leur statut élevé et leur corpus restreint (Chaudenson et al. 1991), et dans l'insuffisance de leur diffusion, faisant de ces langues des sources de stratification sociales. Face à ce plurilinguisme injuste, car à deux vitesses, il conviendrait à Madagascar de soustraire l'idéologie de toute définition de politique linguistique. Toute décision en la matière ne devrait pas être laissée à la seule appréciation des dirigeants mais plutôt prise dans le cadre d'un projet social de grande envergure, à faire coordonner de manière concertée par les dirigeants et des chercheurs dont des linguistes. Une commission indépendante du politique devrait par la suite veiller à la mise en œuvre de la politique linguistique ainsi définie. De telles mesures éviteraient les tâtonnements et pérenniseraient les décisions prises pour un plurilinguisme effectif, juste, et équilibré à Madagascar.

## Notes

<sup>1</sup> <http://donnees.banquemondiale.org/pays/madagascar>, consulté le 25 septembre 2011.

<sup>2</sup> [http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie\\_de\\_Madagascar](http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_Madagascar), consulté le 5 février 2011.

<sup>3</sup> <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS>, consulté le 25 septembre 2011.

<sup>4</sup> Dans *La langue française dans le monde 2010*, Nathan, p.14.

<sup>5</sup> Programme d'Analyse des Systèmes Educatifs de la CONFEMEN, Projet démarré dans le pays en 2005 et dont les résultats sont respectivement présentés dans <http://www.confemen>.

org/IMG/pdf/MADAGASCAR-2007-4.pdf et dans [http://www.confemen.org/IMG/pdf/Synthese\\_PASEC\\_VII-VIII-IX\\_final.pdf](http://www.confemen.org/IMG/pdf/Synthese_PASEC_VII-VIII-IX_final.pdf), consultés le 29 octobre 2009.

<sup>6</sup>Ce projet intitulé « Cadre pour le renforcement de l'apprentissage du français dans le système éducatif à Madagascar » est en cours de réalisation. Il s'appuie sur une étude répartie en trois axes. Le présent article rend compte des résultats partiels du premier axe intitulé « Analyse sociolinguistique du contexte malgache ».

<sup>7</sup>[mɛrn], la variété du malgache parlée à Antananarivo et ses environs, proche du malgache officiel.

## Bibliographie

- Babault, S. 2006. *Langues, école et société à Madagascar*. Paris : L'Harmattan.
- Calvet L.-J. 2005. « Les voix des villes revisitées. Sociolinguistique urbaine ou linguistique de la ville ? ». In : *Revue de l'Université de Moncton*, vol. 36, n°1, p. 9-30.
- Calvet, L.-J. 1999. *La guerre des langues et les politiques linguistiques*. Paris : L'Harmattan. (Première édition 1987 chez Payot).
- Calvet, L.-J. 1996. *Les politiques linguistiques, Que sais-je ?*. Paris : PUF.
- Calvet, L.-J. 1994. *Les voix de la ville. Introduction à la sociolinguistique urbaine*. Paris : Payot.
- Clignet, R. et Ernst, B. 1995. *L'école à Madagascar – Évaluation de la qualité de l'enseignement primaire public*. Paris : Karthala.
- Fishman J. 1971. *Sociolinguistique*. Bruxelles : Nathan.
- Rambelo, M. 1991-2. « Madagascar : la politique de relance du français et ses effets sur la situation linguistique ». In : Chaudenson, R. (Dir.). *Langue, économie et développement*. Institut d'Etudes créoles et francophones. Paris : Didier Erudition, p. 75-119.
- Rambelo, M. 1991-3. « Madagascar ». In : Chaudenson R. et alii. *La francophonie : représentations, réalités et perspectives*. Paris : Didier Erudition, IECF, p. 121-132.
- Randriamarotsimba, V. 2007. « Contacts de langues et de cultures, le discours radiophonique sur le rap à Antananarivo ». In : Ledegen, G. (coord.). *Les parlers jeunes. Terrains et normes diversifiés*. Paris : L'Harmattan, p. 261-294.
- Randriamasitiana, G. D. 2004. « Madagascar ». In : Chaudenson R. et Rakotomalala, D. *Situations linguistiques de la Francophonie. Etats des lieux*. Québec : AUF, p. 173-184.

## **Sitographie**

Bavoux, Claudine, 1996, « A propos du caractère interventionniste des politiques linguistiques malgaches ». In : Juillard, C. et Calvet, L.-J. *Les politiques linguistiques, mythes et réalités*, disponible sur <http://www.bibliotheque.refer.org/biblio/details.php?numpubli=61>, consulté le 10 février 2007, sur p. 49-53.

<http://donnees.banquemondiale.org/pays/madagascar>, consulté le 25 septembre 2011.

[http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie\\_de\\_Madagascar](http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mographie_de_Madagascar), consulté le 5 février 2011.

<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.RUR.TOTL.ZS>, consulté le 25 septembre 2011.

<http://www.confemen.org/IMG/pdf/MADAGASCAR-2007-4.pdf>, consulté le 29 octobre 2009. [http://www.confemen.org/IMG/pdf/Synthese\\_PASEC\\_VII-VIII-IX\\_final.pdf](http://www.confemen.org/IMG/pdf/Synthese_PASEC_VII-VIII-IX_final.pdf), consulté le 29 octobre 2009.